

Interview

Le Salon de l'auto menacé de liquidation

Le directeur du Salon avertit que la plus grande manifestation du pays pourrait disparaître dès septembre.

Marc Bretton

C'est un début au son du canon. Nommé en mai, Sandro Mesquita, le nouveau directeur du Salon de l'auto, le Geneva International Motor Show (GIMS), est entré en fonction alors que la manifestation est dans la tourmente. Après l'édition 2020, annulée, celle de 2021 est menacée et le secours demandé à l'État donne lieu à un impitoyable bras de fer. Si une solution n'est pas trouvée rapidement, la manifestation pourrait mettre la clé sous la porte dès septembre. Interview.

Sandro Mesquita, le Canton a voté un crédit de 16,8 millions pour soutenir le Salon de l'auto. Un soulagement? Le conseil de fondation est satisfait et soulagé. Lorsque nous avons annoncé que nous renoncions au prêt, il y a eu passablement d'étonnement, pour ne pas dire plus, notamment des milieux politiques. Heureusement, nous avons pu expliquer notre position à la Commission des finances du Grand Conseil et elle a été comprise.

Revenons sur la séquence: l'épidémie vous contraint d'annuler l'édition 2020. Vous demandez de l'aide. L'État pose deux conditions, vous l'envoyez balader publiquement. Pourquoi? L'État nous imposait une clause nous soustrayant l'organisation de la manifestation. Nous ne le souhaitions pas. Nous avons privilégié le dialogue jusqu'au moment où nous avons constaté qu'il était impossible de lui faire changer d'idée. Il fallait donc arrêter.

Le Canton disait vouloir sous-traiter l'organisation de votre manifestation à Palexpo pour réduire vos coûts... Je ne vois pas vraiment ce que la nouvelle organisation aurait pu nous permettre d'économiser.



Sandro Mesquita, directeur du Salon de l'auto. La manifestation a besoin d'aide rapidement, mais elle doit surmonter de nombreux obstacles. IRINA POPA

Non, c'était avant tout une mise sous tutelle allant à l'encontre de notre mission première. Palexpo

est un partenaire important, mais c'est nous qui organisons cette manifestation depuis cent ans.

D'ailleurs, ce que nous avons reçu n'est pas un cadeau mais un prêt avec un intérêt et un transfert d'actions en guise de garantie.

certitudes demeurent, en lien avec la pandémie. C'est un point crucial. Pour les exposants, le Salon est une vitrine accueillant 10'000 journalistes du monde entier: s'ils ne peuvent pas voyager, c'est la catastrophe. En conséquence, nos membres nous demandent de penser à l'édition 2022.

Comment vont vos discussions avec l'État sur la nouvelle convention de prêt? Pour l'instant, il n'y a pas de discussions avec l'État, malgré nos appels. Ce qui m'étonne. Notre conseil de fondation se réunit le 22 juin. J'aurais souhaité arriver avec quelque chose de précis, car il reste des points à éclaircir, notamment l'édition 2021 que l'État semble souhaiter.

Pas vous? Auto Suisse a réalisé un sondage auprès de ses membres. Il s'avère que 73% des marques disent qu'elles ne viendront pas. D'autre part, la SAA (Swiss Automotive Aftermarket), l'association des fournisseurs, n'est pas favorable non plus à l'organisation d'une édition en 2021. La crise frappe les constructeurs automobiles, qui ont d'autres priorités en ce moment. Par ailleurs, beaucoup d'in-

la meilleure, parce qu'elle nous impose de donner ensuite la priorité à son remboursement sur les investissements à faire. Trouver des investisseurs apportant du capital serait effectivement plus adapté. Mais pour cela, il nous faut à la fois repenser notre business model et modifier nos statuts. Or, nous avons un problème de timing.

Quel est votre délai? Si nous ne trouvons pas une solution d'ici à septembre, nous risquons la liquidation. Nous devons mettre en vente nos actifs, notamment la marque et les actions de Palexpo SA.

Le Salon vit une crise liée à celle du monde automobile, critiqué pour la pollution qu'il engendre et une vision de la mobilité individuelle jugée dépassée.

Que répondez-vous? Le secteur se transforme sous nos yeux avec l'apparition de motorisations alternatives à hydrogène, à gaz, à électricité. Notre plateforme a pour objectif de montrer au public la mobilité du futur. C'est ce que nous voulions pour l'édition 2020, avec un circuit de test et la présentation de start-up travaillant sur les smart cities et les voitures autonomes. En présentant ces éléments, nous serons pour nos membres des vecteurs de croissance intéressants.

Cela fait vingt ans qu'on nous rebat les oreilles avec des voitures vertes. Résultat: hausse du diesel, du poids et du volume des véhicules...

Le Salon n'est pas comptable du passé. Avec le développement des SUV (voitures XXL), par exemple, le secteur automobile a répondu à l'attente de ses clients. Il n'a forcé personne à en acheter. Depuis lors, l'arrivée de nouveaux acteurs, comme Tesla, a changé la donne.

À terme, certains évoquent un salon tournant entre plusieurs sites européens, dont Genève. Une solution intéressante?

Il n'est pas question de laisser tomber le Salon de l'auto, c'est une icône, dont l'importance économique pour Genève et la Suisse est évidente. Nous voulons un salon annuel. Mais il est vrai que des alternatives sont possibles. Par exemple, en alternance avec l'IAA de Munich.

Un référendum? La gauche se tâte

Des millions votés par le parlement pour soutenir une manifestation controversée? L'occasion de s'y opposer est jugée belle par la gauche et les associations militantes liées à la mobilité douce. Mardi à midi, des représentants de ces organisations (EaG, PS, Verts, Pro Vélo, ATE) se sont réunis pour décider du lancement d'un référendum. Un choix pas si simple, vu les mesures de distanciation encore en cours, et devant lequel chacun renâcle subitement. «On craint de manquer de personnes pour les récoltes», expliquait lundi Lisa Mazzone, présidente de l'ATE. «Il faut aussi comprendre que chacun a ses fers au feu: nous

notre initiative sur la taxation des dividendes, d'autres la votation sur Clé-de-Rive», ajoute Pierre Vanek, député d'Ensemble à Gauche (EaG), venu à la réunion avec Remy Pagni. La gauche va-t-elle renoncer? Pas encore. Genève aux entourmures, elle se donne encore jusqu'au 15 juillet pour réfléchir. «Entre-temps, les différentes composantes vont informer leurs membres. Nous allons voir si nous parvenons à rassembler 300 volontaires s'engageant à trouver chacun 20 signatures et à payer quelque argent pour le sujet. Si l'eau du bain est bonne, nous lancerons alors le référendum», explique le député. **M.BN**

Le Salève sera de nouveau accessible en téléphérique

Loisirs L'installation reprendra du service dès le vendredi 19 juin, mais uniquement en fin de semaine dans un premier temps. Quelques précautions sont à prendre.

Les Genevois peuvent de nouveau se rendre en France voisine. La réouverture des frontières coïncide avec une autre bonne nouvelle: après trois mois de disette liée au coronavirus, le téléphérique du Salève reprend lui aussi du service, dès le 19 juin. Il fonctionnera dans un premier temps du vendredi au dimanche, de 11 h à 19 h. «Ce dispositif est prévu en juin et juillet, mais selon les conditions sanitaires, nous pourrions élargir ces horaires», précise Patrick Roxo, directeur de la société Téléphérique du Salève.

Il n'est pas question d'un réel retour à la normale. En raison de



La capacité de la cabine a été réduite de 40% afin de se conformer aux prescriptions émises par l'État français. L. GUIRAUD

la pandémie, des prescriptions d'utilisation strictes ont été imposées par un décret émanant de l'État français. «Par exemple, la capacité de la cabine, qui pouvait accueillir 60 personnes, a été réduite de 40%, poursuit le directeur. Le port du masque y est obligatoire pour les personnes âgées de 11 ans et plus, de même que dans les gares.» Ces dernières ont d'ailleurs été totalement réaménagées, afin de gérer de façon sécurisée le flux des futurs voyageurs.

Attention à l'argent suisse Attention, des précautions doivent être prises à l'avance pour accéder aux cabines, qui seront régulièrement désinfectées. Ainsi, il est conseillé de prendre son ticket en ligne, «ce qui n'occasionne aucun frais supplémentaire mais permet d'éviter les files d'attente», rappelle Patrick Roxo. L'achat d'un titre de transport reste possible dans la gare inférieure, mais les billets et la mon-

naie en francs suisses ne sont temporairement plus acceptés, afin de minimiser les contacts.

Il s'agira aussi d'anticiper sa descente, prévient-il. «Il n'y a en effet pas de point de vente au sommet, dans la gare supérieure. Quant à l'achat via son smartphone, il est évidemment possible, mais il faut savoir que la connexion n'est pas toujours de bonne qualité en haut du Salève.»

Restaurants ouverts

Côté restauration, peu de changement en revanche. La Buvette-Snack et le Panoramique accueilleront les visiteurs au sommet, dans la gare supérieure. «Les cartes seront un peu réduites, mais le service est assuré», précise le directeur. Situé à une vingtaine de minutes à pied, le Restaurant de l'Observatoire sera lui aussi ouvert. «Il ne manque plus que le beau temps», glisse Patrick Roxo. **Xavier Lafargue**

L'épicerie Caritas doit fermer

Incendie L'épicerie Caritas de la rue de Carouge doit fermer ses portes pendant plusieurs semaines. Un proche incendie a endommagé une partie du magasin. Caritas dit mettre tout en œuvre pour ouvrir le plus vite possible. En attendant, les clients peuvent se rendre à son épicerie de la Servette, au 13, avenue De-Luserna. Ces magasins sont accessibles aux détenteurs d'une carte délivrée par les services sociaux. **C.B.**

5700 élèves logent hors de Genève

École Près de 5700 élèves de l'école publique habitent hors du canton en 2019. Les trois quarts en France, le reste dans le canton de Vaud. Ces chiffres émanent du Service de la recherche en éducation. Les élèves non résidents représentent 7% de l'effectif total, mais 28% de celui des Hautes Écoles spécialisées. **C.B.**